

L'autoritarisme prospère

par Max-Valentin Robert

Pourquoi certains pays réussissent à se démocratiser et d'autres non ? Sur la base d'une vaste étude regroupant près d'une centaine de cas, Stephan Haggard et Robert Kaufman insistent sur l'importance des institutions et de la redistribution dans le succès des transitions démocratiques.

Recensé : Stephan Haggard, Robert R. Kaufman, *Dictators and Democrats. Masses, Elites, and Regime Change*, Princeton University Press

Le dernier rapport publié par l'ONG *Freedom House* dresse un tableau sombre de l'état de la démocratie dans le monde. Selon son directeur, Michael J. Abramovitz,

les droits politiques et les libertés civiles à travers le monde ont décliné jusqu'à leur plus bas niveau depuis plus d'une décennie en 2017.¹

Pendant ces douze dernières années, les pays subissant un déclin de leur environnement démocratique étaient chaque année plus nombreux que ceux dont la démocratisation progressait². L'échec des « Printemps arabes », à l'exception de la révolution tunisienne, nous oblige d'autant plus à nous interroger sur ce retour à l'autoritarisme, mais également sur les déterminants favorisant la réussite des processus de démocratisation. C'est ce que proposent Robert R. Kaufman et Stephan Haggard – respectivement professeurs aux Universités Rutgers et de Californie – dans *Dictators and Democrats*. Les deux politistes explorent les conditions favorables et défavorables à l'enracinement de la démocratie.

¹ Freedom house, *Freedom in the World 2018*, janvier 2018, p. 1.

² *Ibid*, p. 8.

Une critique de la théorie de la modernisation

Comme le rappellent S. Haggard et R. R. Kaufman,

la théorie de la modernisation lie la politique compétitive au développement sur le long terme, à l'émergence de classes moyennes, et à d'autres changements économiques et socio-structurels.

Ce courant théorique a été forgé progressivement par les travaux de D. Acemoğlu et J. A. Robinson, mais également par d'autres auteurs comme C. Boix, D. J. Samuels et B. W. Ansell. Toutefois, en explorant la série de cas issus de la troisième vague de démocratisation (conceptualisée par Samuel Huntington³, cette période englobe l'ensemble des processus de sortie de l'autoritarisme ayant traversé le monde à partir du milieu des années 1970, de l'Europe méditerranéenne à l'ancien bloc de l'Est en passant par l'Amérique latine), S. Haggard et R. R. Kaufman remarquent que deux éléments viennent contredire cette théorie. Premièrement, si certaines démocratisations sont la conséquence de conflits distributifs (soit des mobilisations de masse motivées par un désir de répartition des ressources), d'autres sont à l'initiative des élites (p. XVIII). Deuxièmement, les inégalités et leur niveau n'ont pas d'effet significatif, que ce soit lors de transitions provoquées par des conflits distributifs ou impulsées par les élites. Au contraire,

les transitions surgissent à tous les niveaux d'inégalité, quelle que soit la mesure utilisée.
(p. 50)

Les auteurs remarquent enfin que les inégalités ne semblent pas rendre les nouvelles démocraties plus vulnérables aux velléités de retour à l'autoritarisme.

Si les inégalités n'ont pas d'effets significatifs sur la transition démocratique, les difficultés économiques constituent toutefois des facteurs déterminants sur l'échec de la démocratisation, même si de nombreux contre-exemples sont évoqués par les auteurs. S. Haggard et R. R. Kaufman remarquent que le retour à l'autoritarisme est plus probable dans les pays les plus pauvres, tendant à confirmer ici l'une des idées phares de la théorie de la modernisation, selon laquelle le développement économique décroît les probabilités de regain autoritaire. D'ailleurs, dans les pays où la transition démocratique a échoué, la croissance était en moyenne inférieure à celle des Etats où la démocratie a perduré. Cependant, les deux politistes constatent que la démocratie parvient à s'enraciner dans plusieurs pays pauvres. Partant de ce constat, ils plaident pour une plus grande prise en considération des facteurs politiques et institutionnels, dont l'influence est reléguée au second plan par les tenants de la théorie de la modernisation.

³ HUNTINGTON Samuel P., *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1993.

Deux types de transition démocratique

S. Haggard et R. R. Kaufman relèvent la prégnance d'un « syndrome de la démocratie faible » risquant d'entraver le processus de sortie de l'autoritarisme. Il se manifeste à travers trois phénomènes : l'implication fréquente des militaires dans la sphère politique (ce que les deux politistes appellent le « prétorianisme »), un jeu politique faiblement institutionnalisé (caractérisé par une marginalisation de l'opposition et par un exercice autoritaire du pouvoir de la part du parti vainqueur des élections), ainsi qu'une performance économique médiocre. Les auteurs soulignent d'ailleurs que, même lorsque le niveau de développement est pris en compte dans l'analyse, les facteurs politiques précédemment mentionnés contribuent à expliquer fortement les retours à l'autoritarisme. Cette influence négative de la faible institutionnalisation sur l'enracinement de la démocratie n'est pas sans rappeler les conclusions de certains travaux sur l'« autoritarisme compétitif »⁴. En soulignant le rôle négatif du prétorianisme sur les processus de démocratisation, les auteurs s'inscrivent également en faux contre la thèse d'Ozan Varol sur le « coup d'État démocratique »⁵, d'après laquelle certaines circonstances spécifiques permettent aux putschs de remplir une fonction de sortie de l'autoritarisme. Ils rappellent par ailleurs que, si les transitions démocratiques sont fragilisées par les crises économiques, celles-ci sont partiellement alimentées par certains dysfonctionnements institutionnels. Selon les deux politistes, les cas déviants que constituent l'enracinement de la démocratie dans les pays pauvres et le retour à l'autoritarisme des pays à revenu moyen relèvent de ce syndrome de la démocratie faible.

En prenant pour critère le degré de liberté qu'accordent les autorités aux mobilisations de la société civile, les auteurs proposent une distinction entre autoritarismes « ouvert » et « fermé » qui permet de mieux comprendre pourquoi certaines transitions démocratiques réussissent et d'autres non. Ainsi, les transitions structurées autour de conflits distributifs tendent à davantage se produire dans les régimes fermés à ce type de mobilisation que dans les régimes relativement ouverts (p. 15 et 61). Plus précisément, les régimes militaires ou monopartites auront plus de probabilités de faire face à des conflits distributifs que les régimes multipartites. Ces phénomènes sont alimentés par la prégnance des organisations syndicales et le degré d'industrialisation. Les auteurs rejoignent ici certaines conclusions de la littérature sur les contentieux politiques : la mobilisation contre le régime « est une fonction de deux facteurs clés ; la structure d'opportunité fournie par l'ordre autoritaire, et les ressources organisationnelles disponibles pour les contestataires ».

Les transitions démocratiques menées par les élites dirigeantes elles-mêmes se distinguent par le rôle que les facteurs internationaux jouent dans leur apparition. S'appuyant

⁴ Levitsky Steven, Way Lucan A., *Competitive Authoritarianism. Hybrid Regimes after the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

⁵ Varol Ozan, *The Democratic Coup d'État*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

sur les travaux de Steven Levitsky et Lucan A. Way⁶, les auteurs montrent comment se manifestent les processus d'« influence » (*leverage*) et de « relation » (*linkage*): quand l'influence consiste en « des actions menées par des parties extérieures qui incitent directement les dirigeants autoritaires en exercice à réformer ou à se retirer », la relation « inclut une variété de liens politiques et économiques et de relations transnationales qui opèrent plus indirectement sur les motivations des dirigeants ». S. Haggard et R. R. Kaufman rappellent néanmoins que ces facteurs extérieurs interagissent souvent avec des déterminants internes, notamment les conflits au sein de l'élite politique. Cependant, des transitions de ce type peuvent aussi apparaître dans un contexte où la classe dirigeante est unie, notamment lorsque celle-ci pense pouvoir garder la main sur le processus de démocratisation tout en diminuant les coûts de la répression, afin de conserver le pouvoir après la libéralisation du régime. En dehors des interventions militaires directes venant de l'extérieur, on peut donc distinguer trois types de transitions élitaires : les transitions consécutives à un renversement des élites, les transitions de préemption et les transitions institutionnelles.

Lorsque la démocratisation échoue

Les transitions distributives semblent aux auteurs plus propices que les transitions élitaires à l'enracinement de la démocratie, pour trois raisons : les mobilisations de masse accroîtraient la probabilité d'élections plus libres et compétitives, réduiraient les capacités des anciennes élites à négocier des arrangements institutionnels en leur faveur et conduiraient à une défense plus robuste des libertés politiques et civiles. Toutefois, si ces transitions distributives ont le mérite de développer l'implantation de la démocratie en réduisant les prérogatives des anciens dirigeants autoritaires et en accroissant la responsabilité des nouveaux gouvernants, les mobilisations de masse peuvent aussi polariser la société et nuire à l'intégrité des procédures institutionnelles, notamment lorsqu'elles conduisent au renversement de gouvernement élus.

Les auteurs attirent enfin l'attention sur les retours à l'autoritarisme s'inscrivant dans une dynamique populiste, dans le cadre desquels les opposants au nouveau régime s'emparent du pouvoir en prétendant défendre les catégories sociales que les performances gouvernementales laissent insatisfaites. Les dirigeants populistes mentionnés par les auteurs parviennent souvent au pouvoir à travers les urnes, mais manifestent progressivement des tendances autoritaires dans la manière de l'exercer. Ce mode de retour à l'autoritarisme prospère particulièrement dans les sociétés où le système démocratique ne parvient guère à redistribuer les ressources aux franges défavorisées de la population.

⁶ Levitsky Steven, Way Lucan A., « Linkage versus Leverage. Rethinking the International Dimension of Regime Change », *Comparative Politics*, vol. 38, n° 4, juillet 2006, p. 379-400.

En plus de proposer un éclairage original sur le phénomène populiste, *Dictators and Democrats* apporte une contribution fondamentale à la transitologie. L'intérêt de cet ouvrage réside également dans la richesse des approches méthodologiques mobilisées, conjuguant études de cas et analyses quantitatives. Toutefois, en centrant leur approche autour des transitions démocratiques et des retours à l'autoritarisme, les deux politistes semblent accorder une importance conceptuelle secondaire aux travaux traitant des « régimes hybrides⁷ » et questionnant le « paradigme transitionnel »⁸, alors qu'une mobilisation plus importante de ceux-ci aurait sans doute enrichi l'interprétation de leurs résultats. En dépit de ces limites théoriques, *Dictators and Democrats* est amené à devenir une référence incontournable de la littérature sur la démocratisation.

Publié dans lavedesidees.fr, le 9 avril 2018.

⁷ Cassani Andrea, « Hybrid what? Partial consensus and persistent divergences in the analysis of hybrid regimes », *International Political Science Review*, Vol. 35, N°5, 2014, pp. 542-558.

⁸ Carothers Thomas, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, Vol. 13, N°1, 2002, pp. 5-21.